



Conseil économique et social

Distr. générale
9 novembre 2016
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante et unième session

13-24 mars 2017

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale

sur les femmes et à la vingt-troisième session

extraordinaire de l'Assemblée générale :

thème prioritaire : « Les femmes en l'an 2000 :

égalité entre les sexes, développement et paix

pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par la Women's International League for Peace and Freedom, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Afin de parvenir à un développement durable porteur de transformation et à la paix, l'action pour l'autonomisation économique des femmes doit impliquer des femmes représentant tous les types de conflit et s'attaquer aux causes profondes de l'inégalité et de la violence.

Il est grand temps de placer les individus avant le profit et d'intégrer les personnes marginalisées; d'élaborer des économies politiques de paix féministe fondées sur la justice pour les femmes et sur la réalisation des droits fondamentaux des femmes sur les plans social, économique et politique, plutôt que de perpétuer les économies politiques obsolètes du militarisme, de l'exploitation, de la violence et de la guerre au détriment des personnes et de la planète.

La Women's International League for Peace and Freedom demande un programme d'action pour une économie politique de paix féministe plutôt que l'économie politique actuelle d'exploitation sexospécifique, de violence et de guerre. Nous rejetons l'idée selon laquelle il n'y a pas d'argent pour la paix et la justice pour les femmes. Nous demandons que des mesures soient prises pour déboulonner les postulats patriarcaux qui dévalorisent et occultent l'économie des soins tout en stimulant et en privilégiant l'économie de guerre. Nous nous engageons à travailler avec nos partenaires et nos alliés en vue de stigmatiser la guerre, de héroïser la justice pour les femmes et de transformer les structures de masculinité violente et d'inégalité socioéconomique qui contribuent à l'insécurité, la pauvreté, l'exclusion politique et la violence sexospécifiques.

Le problème de l'autonomisation économique des femmes ne peut être considéré sans son contexte. Il ne s'agit pas d'un problème individuel que chaque femme doit résoudre. Au lieu de cela, la désautonomisation des femmes est financée par des structures économiques, sociales, culturelles et politiques nées de choix politiques pris sans notre consentement. Cela se traduit par des choix mauvais et injustes dans l'utilisation de l'argent dont nous disposons, en plus de promouvoir la désautonomisation, l'exclusion et la violence.

En 2015, le chiffre d'affaires du secteur de l'armement s'élevait à 1,6 billion de dollars. Pourtant, en 2012-2013, seulement 2 % des aides en matière de paix et de sécurité allouées aux États touchés par les conflits étaient consacrées à l'égalité des sexes. En 2010, les recettes cumulées du mouvement féministe mondial (106 millions de dollars pour les 740 organisations de femmes) étaient inférieures au coût d'un avion de chasse F-35 (137 millions de dollars). L'absence de contrôle sur l'utilisation et l'exportation des armes donne lieu à des conflits extrêmement graves où les femmes souffrent de façon disproportionnée, notamment d'actes de violence sexuelle et sexiste.

Les droits des femmes sont des droits fondamentaux et les États sont tenus de les défendre. Les chercheurs savent désormais que l'égalité des sexes est le meilleur indicateur de paix et que le renforcement du mouvement féministe est le meilleur indicateur des politiques sur la réduction des violences faites aux femmes. Toutefois, les engagements en matière de prévention des conflits et de promotion de l'égalité des sexes, de l'autonomisation économique des femmes et de la paix n'ont pas encore été suivis de faits.

L'autonomisation économique des femmes se heurte à des obstacles considérables dans des contextes minés par les conflits et la guerre. Dans la République démocratique du Congo, les femmes ont demandé des comptes aux sociétés transnationales, dont les chaînes d'approvisionnement militarisées soutiennent la violence économique, sexuelle et sexiste. En Colombie, les femmes ont transformé l'égalité des sexes en accords de paix et continuent de promouvoir le dialogue malgré des menaces personnelles et un risque de résurgence du conflit. En Syrie et en Iraq, le conflit violent et la prolifération des armes ont entraîné, pour les femmes, la perte de droits sociaux, politiques et économiques acquis de haute lutte à l'issue de plusieurs décennies de combat et de militantisme. Les atrocités commises en période de conflit – y compris le recours à des armes explosives dans des zones densément peuplées, le ciblage des établissements médicaux et éducatifs, et l'utilisation du siège comme une arme de guerre – ont des conséquences graves et disproportionnées pour les femmes. Cet impact porte sur la sécurité personnelle ainsi que sur les moyens de subsistance et la capacité à accéder aux ressources économiques dont les femmes ont absolument besoin pour consolider la paix dans leurs communautés.

La promotion de l'autonomisation économique durable des femmes exige d'inverser l'économie politique de la violence et de la guerre en vue d'élaborer des économies politiques de paix féministe. Au Nigéria, les femmes se sont mobilisées en vue de faire reconnaître la violence sexiste comme un indicateur d'alerte rapide des conflits, ainsi que d'empêcher et de combattre la violence électorale par l'intermédiaire de l'ouverture du Centre de crise tenu par des femmes. Au Cameroun, les femmes sont en train de remplacer les principes culturels de victimisation et de silence par des principes de présence, de pouvoir et de paix. En Bosnie, les militants ont mis en évidence le fait que, en raison de la capacité des accords de paix à geler la dynamique du pouvoir, les périodes de transition peuvent institutionnaliser les inégalités et le conflit éventuel, ou l'égalité et la paix à long terme. Une économie politique de la paix féministe exige la reconstruction de sociétés post-conflit autour d'un modèle qui remplace la domination économique masculine par un fair-play économique; des services sociaux privatisés pour des institutions sociales efficacement financées; des budgets militaires gonflés pour des investissements dans des communautés résilientes et égalitaires entre les hommes et les femmes; une action humanitaire émaciée pour un secours humanitaire d'une provenance adéquate; et une domination patriarcale pour une institutionnalisation de l'égalité des sexes à tous les niveaux.

L'autonomisation économique des femmes est un élément important d'une économie politique de la paix féministe. Cependant, il en faut davantage pour susciter une rupture capable de favoriser la promotion des droits fondamentaux politique et socioéconomiques des femmes, de paix et de la justice pour les femmes. Selon la Women's International League for Peace and Freedom, le changement requiert la modification des structures sous-jacentes de l'inégalité socioéconomique, qui sont inextricablement liées à un statu quo militarisé et patriarcal à des fins d'exploitation. La rupture exige la mise en place de communautés florissantes et résilientes, orientées vers l'inclusion sexospécifique et la justice. La garantie d'une participation effective des femmes aux échelons macro et microéconomiques de la prise des décisions et l'installation d'analystes politiques féministes à des postes à fort impact sont essentiels à cette rupture.

La Women's International League for Peace and Freedom demande que des mesures efficaces soient prises pour transférer les fonds d'une économie politique de guerre vers une économie politique de la paix et de justice entre les sexes (#MoveTheMoney) :

1. Conseil de sécurité des Nations Unies : le Conseil de sécurité doit s'acquitter de l'obligation qui lui incombe de promouvoir la paix et la sécurité via la réduction des dépenses militaires, qui contribuent directement à la violence sexuelle et sexiste et aux conflits, et réaffecter ces ressources vers le développement social équitable entre les sexes, conformément à l'agenda 21 du domaine d'activité E du Programme d'action de Beijing, et à l'article 26 de la Charte des Nations Unies.

2. États membres : Les États membres de l'ONU doivent honorer les obligations qui les incombent de respecter, protéger et mettre en œuvre des droits fondamentaux égaux pour les femmes, progressivement et avec le maximum de ressources disponibles, y compris via le financement de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU, des plans d'action nationaux et des plans d'action régionaux instituant la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans l'analyse budgétaire et l'aide sexospécifique pour la paix et la sécurité; et renforcer l'obligation de transparence des budgets de défense et de sécurité (y compris via une réglementation des transferts d'armes pour lutter contre la violence sexuelle et sexiste) afin de libérer des ressources pour l'égalité des sexes et d'accroître l'inclusion démocratique, la transparence et la lutte contre la corruption; toutes les mesures doivent mettre en œuvre les engagements relatifs au programme sur les femmes, la paix et la sécurité de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Déclaration et Programme d'action de Beijing de 1995, et le Consensus de Monterrey.

3. Les Nations Unies et les institutions financières internationales : l'Organisation des Nations Unies doit intégrer la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans l'analyse budgétaire de toutes les entités, à titre prioritaire; les institutions financières internationales doivent poursuivre les initiatives lancées en vue d'adopter une approche holistique axée sur le genre et le conflit qui intègre des questions relatives à l'égalité des sexes dans les droits de l'homme, la bonne gouvernance et des agendas de renforcement des capacités afin d'aboutir à des programmes de transformation structurelle conformes à ceux préconisés par le Plan d'action d'Addis-Abeba sur le financement de la lutte pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; ils doivent renforcer et financer des actions politiques nationales et internationales en vue de mettre en place un environnement propice, ainsi que des ressources pour l'égalité des sexes et les droits des femmes, en particulier dans les États touchés par un conflit.

4. Société civile : la société civile fait partie des principaux moteurs d'un programme féministe sur les droits fondamentaux des femmes, mais elle se heurte au rétrécissement de sa marge de manœuvre et à la réduction des financements de l'action politique. La communauté des donateurs doit renforcer les soutiens financiers et autres en vue de consolider le mouvement féministe, notamment via le financement ciblé à long terme d'activités de base permettant de mettre en œuvre une action politique qui relève la barre de la rupture en cohérence avec les appels constants au soutien de la société civile découlant de la Déclaration et Programme d'Action de Beijing, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Conseil des droits de l'homme (22/6 sur la

protection des défenseurs des droits de l'homme), et le Programme sur les femmes, la paix et la sécurité.

Conclusion

Le moment est venu de transférer l'argent d'une économie politique de l'exploitation et de la guerre vers une économie politique de paix et de justice entre les sexes.

La Women's International League for Peace and Freedom réaffirme son engagement pour la paix et la liberté via la démilitarisation, le désarmement, la pleine et égale participation des femmes ainsi qu'une pleine jouissance de leurs droits. Nous demandons aux gouvernements de cesser de consacrer des milliards à faire la guerre et quelques centimes à faire la paix. Nous vous invitons à demander aux militaires du monde entier de faire une vente de gâteaux et de réorienter le budget correspondant à quelques avions F-35 vers l'égalité entre les sexes et la consolidation du mouvement féministe. Cela ne suffirait pas, mais ce serait une première étape symbolique.

Les résultats sont à la hauteur de l'investissement, car ensemble, nous pouvons changer notre économie de guerre en économie politique de paix féministe. Il faut absolument s'attaquer aux causes profondes de l'inégalité et de la violence pour parvenir à l'autonomisation économique des femmes et au respect de leurs droits fondamentaux. Rejoignez notre mouvement de promotion de la justice pour les femmes et de la paix avec le #MoveTheMoney.
